

## Voter, élire, se faire élire, militer, les femmes poursuivent la mobilisation !

Togo, Côte d'Ivoire, Burundi, RDC, voici quelques-uns des pays africains qui devront élire ou qui ont déjà élu leurs prochains présidents. **Dans ces pays, les femmes ne restent pas les bras croisés ! Elles se mobilisent et participent activement au processus électoral.** Amina revient pour vous sur les initiatives de ces femmes et la façon dont elles se démarquent.

### RDC LA CLINIQUE ÉLECTORALE D'ESPÉRANCE MAWANZO

Espérance Mawanzo vit en RDC où elle a mis sur pied depuis 2008 un observatoire de parité. Depuis sa fondation, l'observatoire de parité se veut être un mécanisme qui allie à la fois suivi et vigilance des progrès de la parité homme-femme. L'observatoire met également en place toute une série d'actions de sensibilisation, de formation, de mobilisation et de plaidoyer en vue d'obtenir des progrès en terme de représentation équitable de la femme.



C'est une première en RDC ! Initiée par Espérance Mawanzo, la clinique électorale encourage les femmes à se porter candidates aux élections et se propose d'aider et d'accompagner les candidates sur le chemin de la victoire en les informant et en apportant des réponses à leurs questions. « *Qu'elles soient de la majorité, de l'opposition ou même indépendante, nous aidons et accompagnons les femmes en leur prodiguant des conseils sur la manière de constituer leurs dossiers, d'être en contact avec les médias, et surtout sur la manière de battre campagne* », rappelle la

directrice de l'observatoire de parité. Implantées dans d'autres provinces de la RDC, les équipes de l'observatoire de parité collaborent avec des organismes non gouvernementaux de défense des droits des femmes actives.

Espérance Mawanzo déplore le fait, que les partis politiques, ne préparent pas suffisamment leurs candidates et candidats aux élections. La cause profonde de la sous-représentation des femmes dans les instances de décisions se trouve dans les préjugés, les stéréotypes traditionnels sur les rôles sociaux masculins et féminins du type : « *Les femmes ne doivent pas participer à la vie politique, elles n'ont qu'à s'occuper des enfants, de la cuisine et de l'église* » martèle Mme Mawanzo.

À ceci s'ajoute d'autres obstacles importants comme le manque de formation à la vie politique, le manque de confiance en soi lié à la peur d'être incompetente, l'absence d'encouragement familial ou la crainte de conflits avec l'entourage familial, le manque de moyens, le manque d'intérêt ou de motivation, souvent lié à une image assez négative de la vie politique relayée par les médias qui n'hésitent pas à utiliser des mots renvoyant au combat pour décrire la vie politique. Combat, campagne électorale, lutte, arène, affrontement, gagner, perdre, victoire, défaite, des mots guerriers plus familiers à la culture et à l'éducation masculine selon la directrice de l'observatoire de parité.

En attendant 2016, année des prochaines élections présidentielles en RDC, l'observatoire de parité et ses équipes exhortent les femmes à s'emparer du processus électoral en tant que candidates, observatrices, et électrices. À travers sa campagne « Rien sans les femmes » lancée au mois de mars 2015, Espérance Mawanzo et ses partenaires visent à faire changer la loi électorale actuelle qui multiplie les obstacles à la participation politique des femmes. ■



### BURUNDI ÉLIRE ET SE FAIRE ÉLIRE, UN MOYEN POUR LES BURUNDAISES D'ATTEINDRE LES INSTANCES DE DÉCISION

Mise sur pied au Burundi en février 2004, la Synergie des partenaires des droits de la femme (SPPDF) est une plate-forme nationale non étatique qui compte en son sein 485 collectifs et associations d'hommes et de femmes ayant pour mission commune la défense du droit des femmes. Cette structure est donc très active dans la préparation du processus électoral au Burundi et encourage les femmes à élire et se faire élire.

Pour Bernardine Sindakira, déléguée générale de la Synergie des partenaires des droits de la femme (SPPDF), la situation sécuritaire qui prévaut au Burundi ne permet pas aux femmes et aux hommes de se préparer aux élections. Avant que la violation des textes fondamentaux ne soit proclamée par le parti au pouvoir rappelle-t-elle, les femmes se mobilisaient pour « élire et se faire

élire afin d'aller au-delà de 30 % », elles se préparaient également avec les partenaires techniques et financiers à observer les élections pour leur transparence et crédibilité.

Et bien que la situation semble incertaine, une grande marche pour la paix ayant pour slogan « Paix d'abord, paix ensuite, paix enfin » a été organisée au courant du mois de mars conjointement par les femmes de tous les partis politiques, de toutes les confessions religieuses, de la société civile, de toutes les ethnies à Bujumbura la capitale.

À l'issue de cette marche qui a connu la participation d'hommes et de femmes de toutes les couches de la société burundaise, des messages pour des élections paisibles, transparentes, équitables ont été lancés à toutes les parties prenantes aux élections.

S'agissant des élections présidentielles, les femmes déplorent la violation de la constitution ainsi que l'accord de paix d'Arusha. Elles se sont jointes aux autres organisations de la société civile pour interpeller la communauté internationale sur leur responsabilité de protéger insiste Bernardine Sindakira. ■

## TOGO

### UN PLATEAU DE VEILLE ET D'ALERTE POUR DES ÉLECTIONS APAISÉES AU TOGO



Mis en place par une série d'associations de femmes dont le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et développement (GF2D) coordonné par Mme Epiphane Meteteiton Houmey, le plateau de veille et d'alerte des femmes fonctionne comme une « case de veille des femmes » pour prévenir et gérer des situations de violence liées au processus électoral.

Des éducateurs, éducatrices ainsi que des internautes de paix sont formés et déployés dans les communautés souligne Mme Houmey. Leur travail consiste en une collecte d'informations qu'ils remontent à l'équipe technique (cellule de coordination) chargée de les analyser avant de les soumettre à la chambre de décision (Groupe de négociation) constituée des responsables d'ONG et des personnalités notamment la deuxième vice-présidente de l'Université de Lomé.

La coordinatrice du GF2D explique que le mécanisme (plateau de veille et d'alertes des femmes pour des élections apaisées) interagit avec les institutions impliquées dans le processus électoral pour rechercher des solutions aux problèmes signalés. Lors d'une conférence de presse, le 21 avril 2015, tous les acteurs et la population en général ont été invités à œuvrer

pour une élection présidentielle paisible transparente et crédible.

Les femmes togolaises ont également pris part à toute une série d'activités visant à renforcer leur participation au processus électoral comme le rappelle la coordinatrice du GF2D. Elles ont également mené des actions de plaidoyer auprès d'institutions comme la cour constitutionnelle.

À l'issue du scrutin, Mme Houmey tient à rappeler que le rôle des femmes sera prépondérant pour s'assurer que le président élu intègre effectivement la dimension genre dans les projets et programmes de développement du pays. Pour ce faire, les femmes entendent s'organiser autrement sur des actions concrètes afin de faire entendre aux gouvernants leurs voix ainsi que celles des jeunes filles. Les femmes ont le droit d'être promues et soutenues pour une gestion équitable et efficiente des affaires de leurs pays conclut la coordinatrice du GF2D. ■



Mme Fatimata Diabaté

## CÔTE D'IVOIRE

### LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES EN CÔTE D'IVOIRE UNE SEULE FEMME S'EST PORTÉE CANDIDATE AU POSTE DE LA MAGISTRATURE SUPRÊME

Où en est-on de la situation des femmes en Côte d'Ivoire, quelle est leur implication dans le processus électoral, Fatimata Diabaté est juriste spécialisée en genre et élections mais aussi secrétaire générale de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) elle nous propose un bref décryptage de la situation dans son pays.

En Côte d'Ivoire, les femmes représentent près de 52 % de la population. De nombreux efforts sont fournis sur le plan juridique en matière d'amélioration des textes de loi pour garantir la protection des droits de la femme et améliorer ses conditions de vie ainsi que sa participation à la vie publique, même si actuellement elle est faible constate Mme Fatimata Diabaté. Dans la réalité, poursuit-elle les organisations féminines contribuent à travers des actions de plaidoyer à une participation plus accrue et active des femmes à toutes les étapes du processus.

En règle générale, les organisations féminines, selon leurs moyens, seront impliquées dans l'éducation civique en initiant des campagnes de sensibilisation sur le processus électoral, en incitant les citoyens à adopter des comportements responsables afin de favoriser un climat apaisé et l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) a également fait de l'observation électorale.

Dans de nombreux partis politiques, les femmes sont reconnues pour leur rôle dans la mobilisation des membres et des électeurs. Au regard des dernières élections présidentielles et législatives, certaines organisations de la société civile semblent avoir porté des résultats bien maigres par rapport à ce qui était attendu d'elles fustige la secrétaire générale de l'AFJCI.

En 2012, une seule femme s'est portée candidate pendant l'élection présidentielle et très peu de femmes ont vu leurs candidatures acceptées déplore Mme Diabaté. Ces frustrations ont suscité chez les femmes, des candidatures indépendantes, montrant ainsi le malaise au sein de leurs familles politiques. La peur de perdre les élections amène plusieurs partis politiques à opter pour le même schéma en terme du choix des candidats et pour les mêmes stratégies de conquête du pouvoir depuis des années; ce qui a conduit à une sous-représentativité des femmes au sein des instances de décision. ■